



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Déclaration du groupe Front de Gauche au Conseil Régional PACA

02 Juin 2014

De l'Etat à la Région, l'austérité comme seule boussole.

Rien ne semble plus arrêter la course folle à la réduction des déficits dans laquelle s'est engagé le gouvernement, ni le renforcement des inégalités sociales et économiques entre les habitants de notre pays, ni les mises en garde d'un nombre croissant d'économistes, ni les échecs électoraux des tenants du social-libéralisme.

Le Parti Socialiste, sur de son fait, enfonce chaque jour davantage notre pays dans la crise.

Du plan d'économie de 50 milliards d'euros au pacte de responsabilité en passant par la destruction de l'organisation territoriale de notre pays, de la démocratie locale, jusqu'à la suppression de la compétence générale, il n'est pas un domaine qui échappe aux dogmes imposés par les têtes pensantes du capitalisme mondialisé.

Austérité et compétitivité, voilà donc les nouvelles valeurs auxquelles tout bon politique raisonnable devrait se plier, faute d'être taxé au mieux d'idéaliste au pire de dangereux démagogue qui mènerait notre pays à la ruine.

Dans ce contexte, l'accélération des réformes engagées par le premier ministre va avoir un impact durable et dramatique sur l'ensemble des collectivités locales de notre pays.

Pourtant premiers investisseurs sur les territoires, ces dernières sont aujourd'hui accusées de creuser dangereusement les déficits, par leur nombre bien trop élevé, leurs dépenses dispendieuses, l'enchevêtrement de leurs compétences...

Du gel des dotations sous l'ère Sarkozy, à la baisse des dotations sous l'ère Hollande, en passant par la suppression de toute marge de manœuvre fiscale et par des transferts de compétences non compensées, les collectivités n'ont déjà plus les moyens de mener à bien leurs missions et leurs politiques, passant ainsi d'acteurs de leurs territoires à simples exécutants des directives de l'Etat.

Mais cela n'est pas encore suffisant, il faudrait maintenant des fusions de territoires arbitraires et rapides pour répondre aux standards imposés par l'Europe de la finance et permettre des économies induites par les mutualisations à marche forcée.

Quid de la démocratie de proximité et du lien avec les citoyens ?

Quid de la coopération entre les territoires et d'une France équilibrée et solidaire ?

Quid des investissements publics sur le territoire, du soutien au tissu associatif garant d'une cohésion déjà grandement mise à mal par des années de crise ?

Et tout cela dans un manque de transparence totale tant les élus locaux que nous sommes ne disposent que de très peu d'informations concernant les modalités de ces réformes.

Combien de personnels de l'Etat vont être transférés aux Régions (SGAR, CREPS...) et dans quelles conditions ?

Où en est la contractualisation Etat/Région alors que le dernier CPER est terminé depuis plus d'un an et que des dossiers structurants pour notre région sont toujours en souffrance ?

Autant de questions sans réponse à quelques mois pourtant de la mise en œuvre des choix politiques du gouvernement.

Car il s'agit aujourd'hui d'avancer et de mettre au pas les collectivités territoriales, avec le soutien tacite *de la plupart des Présidents* de ces dernières il faut bien en convenir.

En effet, à l'heure où commencent à se construire les budgets régionaux, force est de constater que la résignation voire l'approbation semblent être de mise dans les conseils régionaux pourtant quasiment tous dirigés par le Parti Socialiste, tant au sujet de la future réforme territoriale que de la baisse des dotations à leur encontre.

Pourtant, de 2010 à 2012 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, nous dénoncions ensemble les attaques de Nicolas Sarkozy contre les collectivités.

Ensemble, nous contestions la fusion département/région et la mise en place du conseiller territorial.

Ensemble, nous avons voté, sous l'impulsion du Front de Gauche, l'émission d'un titre de recettes à l'encontre de l'Etat pour permettre le remboursement des sommes dues pour cause de transfert de compétences non intégralement compensées.

Ensemble enfin, nous réclamions une grande *et juste* réforme fiscale qui aurait visé, entre autres, à nous donner des marges de manœuvres pour mettre en œuvre nos orientations politiques de mandature.

Aujourd'hui, les conseillers régionaux du groupe Front de Gauche PACA se retrouvent bien seuls dans ce combat alors même que les discussions commencent pour mener ce qui sera vraisemblablement le dernier budget de notre collectivité, et que les urgences économiques et sociales auxquelles nous devons faire face se sont encore amplifiées.

Au plus près des territoires et de ses habitants, nous devons entendre la colère populaire contre l'austérité budgétaire qui nous frappe tous de plein fouet, que l'on soit retraité, salarié, précaire ou étudiant.

Nous ne pouvons accepter de reculs sur les engagements que nous avons pris ensemble en 2010 au prétexte que la situation a changé.

Oui elle a changé. La crise était déjà là en 2010 mais quatre ans plus tard ses effets n'en sont que plus douloureux au sein de la population et appellent une réponse politique ambitieuse. Une réponse qui dépasse les carcans austéritaires que l'on nous impose et qui, partout, font la preuve de leur échec tout en profitant à l'extrême droite, comme l'ont démontré les élections européennes.

Il est de notre responsabilité d'apporter des réponses à celles et ceux qui souffrent, aux salariés des entreprises en lutte, aux familles qui ont vu leur pouvoir d'achat reculer sans discontinuer, aux agents de notre collectivité qui subissent un gel de leur salaire depuis plus de quatre ans...

Nous refusons d'accepter le couplet du fatalisme maintenant récurrent, celui qui voudrait que la politique ne puisse rien face aux marchés et face aux banques.

Les conseillers régionaux du groupe Front de Gauche en PACA appellent la majorité régionale à ne pas oublier ses valeurs et ses engagements et à ne pas accepter sans se battre cette mise au pas des collectivités.

Nous appelons à un grand débat populaire sur l'avenir de nos collectivités qui devra se conclure par un référendum sur le projet de réforme du gouvernement.

Enfin, nous appelons à nous rassembler pour exiger du gouvernement les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre optimale de nos missions et de nos politiques.

Elus Front de Gauche d'une collectivité qui a fait le choix de la participation citoyenne, de la proximité et de la lutte contre les inégalités, nous n'accepterons pas sans réagir d'être relégués à un simple rôle d'administrateurs de l'austérité décentralisée.